

Déclaration

95/11

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE RAYMOND CHAN,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT (ASIE-PACIFIQUE),
DEVANT LE CONSEIL DU COMMERCE PHILIPPINES-CANADA**

**Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 11 février 1995**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de me retrouver chez moi à Vancouver et je vous suis reconnaissant de m'avoir invité à vous entretenir de nos relations commerciales avec les Philippines.

En août dernier, j'ai effectué une visite à Manille et j'y ai rencontré le président Ramos et plusieurs des membres de son Cabinet. J'ai également pris la parole devant la Chambre de commerce du Canada à l'occasion de son déjeuner mensuel, et ses membres m'ont alors fait part de certains de leurs projets et des occasions de commerce qu'ils prospectent. J'ai été particulièrement frappé par le boom économique que connaissent les Philippines, la vigueur de notre relation bilatérale avec ce pays et les occasions qui s'offrent aux entreprises canadiennes de participer davantage aux projets en cours et futurs aux Philippines.

Les Philippines sont rapidement en voie de devenir le succès économique de l'heure. En 1994, l'économie a progressé de 5 p. 100 et les prévisions sont de l'ordre de 5 à 8 p. 100 pour 1995. Le secrétaire aux Finances De Ocampo prédit que cette croissance atteindra 10 p. 100 en 1998. Aux réunions de la Banque mondiale et du FMI [Fonds monétaire international] à Madrid en novembre, il a dû composer avec une situation qui, si elle ne lui était pas familière, n'en était pas moins agréable. Un an plus tôt, personne ne voulait le rencontrer. Cette fois, tout le monde voulait ménager un entretien avec lui pour parler des Philippines!

Le pays assume pleinement ses responsabilités sur la scène mondiale – et se positionne pour s'assurer un bel avenir. Comme le Congrès des Philippines a ratifié les accords issus de l'Uruguay Round du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce], la République des Philippines sera l'un des membres fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce.

En outre, les pays de la région prennent des mesures pour accélérer l'élimination des barrières commerciales et renforcer le système d'échanges commerciaux ouverts et fondés sur des règles. En novembre dernier, le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) s'est engagé, à Bogor en Indonésie, à libéraliser les échanges, et c'est là un pas important dans cette direction. La déclaration adoptée à cette occasion prévoit une libération totale des échanges d'ici l'an 2020 – 2010 dans le cas des pays développés de l'APEC. La région Asie-Pacifique sera un moteur de la croissance économique et de la prospérité à l'aube du XXI^e siècle.

Le gouvernement Ramos a été l'architecte de cette reprise économique depuis son arrivée au pouvoir en 1992. Les preuves du succès des réformes économiques sont incontestables. Par exemple, la confiance des investisseurs est à la hausse. Le marché

boursier a grimpé de 125 p. 100 en 1993 et il a maintenu cet acquis en 1994.

Pour moi, l'exemple le plus concret de ce changement tient au fait que l'eau dans mon minibar était encore fraîche au milieu de la journée! Les pannes de courant de 8 à 10 heures par jour coûtaient au pays environ 1,5 milliard de dollars par année en pertes d'affaires. Le président Ramos est passé à l'action. Il a obtenu l'approbation du Congrès pour passer outre aux lenteurs administratives et réorganiser plusieurs organismes gouvernementaux en un seul ministère. Il a rapidement mis en place un plan de redressement et fait adopter un échéancier accéléré pour la construction d'une centrale électrique qui a ajouté 1 246 mégawatts aux réseaux nationaux en 18 mois, et éliminé les pénuries en moins de deux ans.

Durant notre entretien en août dernier, le président Ramos m'a dit apprécier grandement les liens économiques qui unissent son pays et le Canada. Il est aussi devenu apparent au fil de notre discussion que le Canada était en mesure de répondre à certains des besoins de l'économie philippine en expansion.

Durant ma visite, j'ai aussi rencontré le président Sato de la Banque asiatique de développement (BAD), qui a remarqué que le Canada est bien positionné pour aider les Philippines à combler leurs nombreux besoins d'infrastructure. La BAD représente un marché potentiel important pour les entreprises canadiennes. Bon nombre de firmes-conseils canadiennes sont déjà au fait des occasions d'affaires. Le principal message que j'ai retenu de mes réunions là-bas, c'est qu'il importe vraiment pour les compagnies canadiennes qui veulent faire des affaires dans la région de l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] d'établir de solides partenariats avec des entreprises locales.

Le gouvernement canadien fait sa part pour leur faciliter l'accès au marché philippin. La semaine dernière, il a entrepris des négociations à Manille en vue de conclure un accord de protection des investissements étrangers. Il s'agit d'un accord de réciprocité destiné à protéger et à promouvoir l'investissement étranger entre nos deux pays. Cet accord doit définir les obligations et les droits respectifs des signataires en ce qui concerne le traitement de l'investissement étranger, et favoriser un climat d'investissement stable. Nous avons contacté au préalable un bon nombre d'entre vous pour que vous nous fassiez part de vos conseils et suggestions, sur la base de votre expérience du climat d'investissement aux Philippines. Nous serons évidemment intéressés à recevoir de nouveau vos commentaires une fois l'accord en place.

Nous cherchons en outre à conclure un accord sur les services aériens de sorte que les transporteurs canadiens et philippins puissent assurer des services directs entre les deux pays. Comme

plus de 150 000 Philippins vivent au Canada, dont un bon nombre à Vancouver, nous voulons assurer ce type de liaison afin de simplifier les choses pour les gens qui voyagent régulièrement entre les deux pays. Nous croyons fermement que l'établissement de vols réguliers ne pourra qu'avoir un impact positif sur les affaires.

Comme vous le savez tous, le commerce est le poumon de l'économie canadienne. Chaque milliard de dollars en exportations génère environ 12 000 emplois. Plus du quart de notre PIB est attribuable au commerce. Le Canada se classe au 31^e rang pour la population, mais au huitième rang pour la performance de son économie et au neuvième rang pour son PNB par habitant. Comment une si petite population a-t-elle pu réaliser un tel exploit? Certainement pas strictement par le commerce intérieur.

Le Canada attache une grande valeur à sa relation commerciale avec les Philippines. En 1993, nos échanges bilatéraux se chiffraient à 578 millions de dollars, et ils se sont accrus d'environ 15 p. 100 par année depuis les deux ou trois dernières années. Les importations philippines au Canada sont deux fois plus importantes que nos exportations mais ce ratio ne reflète pas toute la réalité puisque les données de Statistique Canada n'englobent pas les transbordements via les États-Unis. De plus, nos ventes significatives de services ne figurent pas dans les statistiques sur les exportations.

Il reste toutefois que les Canadiens doivent trouver de nouveaux marchés, et les occasions sont fort nombreuses d'accroître notre activité économique aux Philippines. Maintenant plus que jamais, les portes du marché philippin sont grandes ouvertes et le Canada a d'excellents produits et services à offrir. Dans le cadre de ses réformes fondamentales, le président Ramos a libéralisé le marché des services financiers jusque-là très protégé et l'a ouvert aux nouveaux investisseurs. Et il a multiplié les occasions pour les investisseurs déjà sur place.

La Banque de Nouvelle-Écosse et la Compagnie d'assurance-vie Sun Life du Canada sont actives aux Philippines depuis plusieurs années. Jusqu'à récemment, la Sun Life investissait massivement dans les obligations gouvernementales, en partie parce que les taux des obligations du Trésor allaient jusqu'à 16 p. 100. Les taux ayant reculé à 10 p. 100, d'autres investissements sont aujourd'hui plus attrayants.

La Banque de Nouvelle-Écosse est intéressée à établir un réseau de succursales aux Philippines, comme complément de sa participation minoritaire dans une banque du pays. Aux termes de la nouvelle loi adoptée par le Congrès, un maximum de 10 banques étrangères pourront exploiter en propriété exclusive aux Philippines des établissements comportant jusqu'à six succursales

chacun. La Banque Toronto-Dominion espère elle aussi être parmi les 10 choisies.

L'an dernier, près de 600 gens d'affaires canadiens se sont rendus à notre ambassade à Manille en quête de débouchés ou pour donner suite à des occasions commerciales. C'est donc dire que les Canadiens s'intéressent aujourd'hui beaucoup plus à ce marché. Certains des visiteurs faisaient partie de missions commerciales dans les secteurs des télécommunications, de la télédétection, de l'énergie, de l'agro-alimentaire, de l'environnement, des céréales et des transports.

De plus, nombre de firmes canadiennes s'intéressent à des projets d'investissement aux Philippines. On estime que, pour soutenir le rythme de leur croissance, les Philippines devront au cours des 10 prochaines années investir plus de 20 milliards de dollars dans les infrastructures - réseaux routiers et ferroviaires, ports, aéroports, génération et transport d'énergie, réseaux de distribution d'eau dans les villes, irrigation, transports publics intégrés pour les zones urbaines, protection environnementale, écoles, hôpitaux, etc. La tâche qui attend le pays est monumentale; le savoir-faire et le matériel canadiens peuvent aider à répondre aux besoins.

La semaine dernière, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a participé à des consultations organisées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) aux quatre coins du pays, afin d'aider celle-ci à élaborer son prochain programme quinquennal pour les Philippines. Dans toutes les villes, le message des groupes de travail constitués de représentants de l'industrie et d'organisations non gouvernementales (ONG) était clair : l'ACDI doit élaborer et exécuter ses programmes de plus en plus par l'entremise du réseau existant d'associations commerciales et d'ONG canadiennes et philippines. Les groupes ont en outre suggéré que l'Agence travaille de concert avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à accroître l'investissement canadien aux Philippines. Il y a de bonnes chances pour que nous financions l'affectation d'un spécialiste en placements au Philippine Board of Investments pour conseiller ses membres sur les secteurs et les partenaires canadiens potentiels.

Il y a longtemps que le Canada fournit une aide aux Philippines par l'intermédiaire de l'ACDI. Nous avons été l'un des premiers gouvernements démocratiques à rétablir notre assistance à ce pays après qu'il fut retourné à la démocratie en 1986. Notre aide aux Philippines se chiffre à plus de 25 millions de dollars par année, et elle se maintient à ce niveau depuis plusieurs années.

Lorsque j'ai rencontré le président Ramos l'an dernier, j'ai souligné que le Canada est impatient de transposer dans le domaine commercial les relations économiques établies dans le

cadre de notre programme d'assistance. Je lui ai mentionné que nos firmes étaient enthousiastes à la perspective de prendre activement part à la reconstruction du secteur commercial des Philippines. Pour participer plus à fond, plusieurs grandes compagnies canadiennes doivent chercher à être parties prenantes à des projets qui se dessinent à l'heure actuelle. Certaines pourraient être des compagnies comme les vôtres; mon Ministère et divers ministres canadiens entendent montrer au gouvernement philippin que les compagnies canadiennes ont les compétences et le savoir-faire voulus pour en faire des partenaires idéaux dans le développement futur des Philippines.

Le Canada continue d'entretenir des liens spéciaux avec les Philippines. Un grand nombre de Philippins ont élu domicile au Canada. Nos relations commerciales sont excellentes. Le premier ministre Chrétien a invité le président Ramos à venir au Canada, et ce dernier a indiqué qu'il répondrait avec plaisir à cette invitation lorsque son calendrier le lui permettrait. Le président Ramos a aussi indiqué qu'il appuyait la candidature de Québec comme hôte des Jeux olympiques d'hiver en 2002. Le secrétaire aux Affaires étrangères Romulo m'a affirmé qu'il serait intéressé à ce que les Philippines et le Canada travaillent de concert pour accueillir les réunions de l'APEC aux Philippines en 1996 et au Canada en 1997.

Toutes les activités que nous menons en collaboration avec les Philippines sont destinées à favoriser la réalisation d'un éventail d'objectifs et à mettre à contribution les talents de nos populations respectives. En tant que secrétaire d'État, l'une de mes fonctions consiste à promouvoir le Canada comme un partenaire de qualité et de valeur, qui s'engage pour le long terme et non pour le profit rapide. Le succès aux Philippines, comme d'ailleurs dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique, suppose en effet non seulement de s'engager sur le long terme mais aussi dans de nombreuses sphères de l'activité humaine. Plusieurs facteurs y concourent : les relations personnelles entre les dirigeants; l'acceptation de certaines responsabilités dans des domaines tels la paix, les droits de la personne et le développement de la démocratie; la reconnaissance de la valeur des liens éducationnels et culturels; et le partage de l'expérience dans des secteurs spécifiques comme la recherche et le développement, la préservation de l'environnement ou d'autres défis de politique générale publique.

Pour moi, l'engagement - voire la mobilisation - de Canadiens d'origine asiatique dans l'édification de nos partenariats dans la région Asie-Pacifique a une signification particulière. Ces Canadiens, qu'il s'agisse de représentants de grandes compagnies ou de dirigeants de nos petites et moyennes entreprises dynamiques, peuvent contribuer à l'effort national dont nous avons besoin. Ils injecteront une part d'empathie dans nos relations avec l'Asie-Pacifique, ils apporteront avec eux cette

affinité culturelle dont bénéficient depuis si longtemps nos relations avec le reste de l'Amérique du Nord et l'Europe. Notre réussite commerciale est en bonne part tributaire du succès que nous aurons à jeter des ponts entre nos populations.

Depuis un an, je fais ma part, et j'entends continuer dans cette voie. J'espère que vous pourrez unir vos efforts aux miens.

Je vous remercie.